

NE LAISSONS PAS SACRIFIER UNE GÉNÉRATION...

Il y a quelque chose de profondément vertigineux dans les images qui nous parviennent depuis plusieurs jours : des adolescent·es face à des cordons de CRS, 5 000 personnes interpellées, essentiellement des lycéennes et des lycéens, près de 250 jeunes et professionnel·les blessé·es aux abords de leurs établissements scolaires, parfois très gravement, des procureurs dont le ministre exige une réponse pénale « ferme ».

Prenons un instant pour mesurer ce que cela signifie.

Nous parlons de lycéen·es et étudiant·es. Pour l'essentiel, de mineurs. De jeunes qui, depuis plusieurs jours, disent leur colère face à des classes surchargées, au manque d'enseignants, à la dégradation de leurs établissements, à la sélection sociale et à l'angoisse de leur avenir. D'une mobilisation qui s'ancre et qui réussit le tour de force de rassembler lycéen·es de quartiers populaires, de centres-villes et de territoires ruraux. De jeunes qui demandent une chose : l'école de la République. L'école de la liberté, de l'égalité et de la fraternité.

On peut débattre de leurs modes d'action, on doit bien sûr condamner les violences commises contre des personnels ou des établissements. Mais une démocratie ne peut pas confondre une mobilisation de jeunesse avec une menace à éradiquer.

Et c'est précisément ce que le gouvernement est en train de faire.

Plutôt que de se demander pourquoi une génération qui n'a pas encore quitté le lycée est descendue dans la rue, il cherche qui serait derrière elle. Plutôt que de répondre à ses revendications, Matignon parle d'« instrumentalisation », de « violences urbaines », de « groupuscules », voire de « proxy d'ultra-gauche » ! Le vocabulaire du maintien de l'ordre a pris le pas sur celui de l'Éducation nationale. Les stratégies politiciennes sur l'intérêt général.

C'est une erreur politique majeure. Car lorsqu'un pouvoir répond à une colère sociale par la force avant même d'avoir répondu à ses causes, il ne rétablit pas l'ordre. Il fabrique de la colère et prend le risque de la rendre incontrôlable. Il faut le dire clairement : ce qui se passe aujourd'hui est grave. Très grave.

Jamais, au moins depuis Mai 68, un gouvernement n'a répondu de la sorte à une mobilisation lycéenne.

Cette mobilisation couvait depuis des années. Rarement les conditions de vie et d'études des jeunes auront été aussi dégradées. Explosion du nombre d'élèves par classe et par amphi, enseignant·es non remplacé·es, bâti scolaire dégradé et totalement inadapté au réchauffement climatique, remise en cause de la liberté d'accès à l'enseignement supérieur avec Parcoursup, véritable machine à broyer l'avenir, augmentation du coût de la vie et dégradation des revenus de leurs parents... Surtout, les lycéen·es nous renvoient en miroir l'absurdité des perspectives que nous leur offrons. Alors que les conséquences du dérèglement climatique sont chaque jour plus palpables, la classe dirigeante fait l'autruche et nous continuons à polluer, comme si de rien n'était. Alors que les concepteurs mêmes de l'IA parlent d'un risque majeur pour l'humanité, aucune initiative sérieuse de régulation n'est prise. Alors que nous assistons en direct à un génocide en Palestine, le gouvernement israélien continue à tuer en toute impunité...

La génération qui passe le bac cette année est rentrée au CP en 2015 et a été préparée aux intrusions dans les classes et au risque attentat. Elle a quitté l'école primaire et est rentrée au collège sous confinement en apprenant la distanciation sociale et les cours en ligne. Elle est entrée au lycée avec le changement des règles du jeu du bac, l'évolution des épreuves et la pression de Parcoursup. Elle a vécu la multiplication des stages, en 3e et en 2de, la sélection sociale et les accidents, parfois mortels, qui vont avec. Et elle est marquée par une santé mentale très dégradée. 20 % des lycéen·es disent avoir eu des pensées suicidaires ! Cette génération a grandi avec la crise climatique, le terrorisme, le Covid, les guerres, et désormais la perspective d'un monde du travail bouleversé par l'intelligence artificielle. Nous ne pouvons pas leur demander de porter toutes les incertitudes du monde tout en leur retirant les moyens de construire leur avenir.

Pour des milliers de lycéen·es, cette mobilisation est la première expérience collective et démocratique. Que vont-ils en retenir si, lorsqu'ils se mobilisent, ils rencontrent des forces de l'ordre, des interpellations et des gardes à vue plutôt que des enseignants, des CPE et des réponses politiques ?

Ce qui se joue dépasse largement la question des lycées : quel message envoyons-nous à une génération si nous lui apprenons que se mobiliser est dangereux ? C'est précisément le contraire de ce que devrait être la République.

Entendre le ministre de l'Intérieur déclarer « qu'il n'y aura aucune consigne de retenue » fait froid dans le dos. Un·e lycéen·ne a déjà perdu un œil, l'autre ses dents, plusieurs accidents graves, voire mortels, ont été évités de très peu. Il faut arrêter cette escalade. Maintenant. Le gouvernement doit cesser de souffler sur les braises. Il doit renoncer à cette fuite en avant répressive, garantir effectivement les libertés publiques et entendre enfin ce que les lycéens lui disent. Pour cela, au lieu de multiplier les fermetures administratives de lycées et les interdictions de manifester, il faut ouvrir les lycées. Il faut permettre aux lycéen·es de s'y réunir et de débattre de leurs revendications, d'ouvrir le dialogue avec leurs équipes éducatives. Leur permettre d'exercer leur droit fondamental à manifester et à exprimer leurs revendications. Les recevoir au ministère et dans les rectorats pour recenser leurs demandes et examiner les moyens d'y répondre. Cela nécessite d'accepter de revoir la copie du prochain budget. Renoncer à supprimer 1 588 postes d'enseignant·es, créer des postes de CPE, d'infirmier·ères et d'assistant·es sociales, débloquer une enveloppe pour isoler et rénover les établissements scolaires... Et supprimer Parcoursup.

Car les lycéennes et les lycéens ne demandent pas à être mis au pas. Ils demandent qu'on cesse de leur voler leur avenir, ils demandent des enseignant·es, une école qui fonctionne, des études accessibles, des conditions d'apprentissage dignes. Ils et elles demandent de ne pas commencer leur vie adulte avec la certitude qu'ils vivront plus précaires que leurs parents. Ces revendications méritent une réponse politique : pas des matraques, des gardes à vue ou une démonstration de force !

Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT